

## Quelques enseignements à tirer des réponses des conseillers sociaux

1- Dans tous les pays considérés, il y a une enquête du type enquête Emploi qui sert de base au calcul des taux de chômage. Cette enquête donne des résultats mensuels aux Etats-Unis (Current Population Survey), au Canada (enquête sur la population active), au Royaume Uni (Labour Force Survey), en Suède (Labour Force Survey), trimestriels en Espagne (enquête sur la population active), en Italie (enquête continue sur les forces de travail), en Pologne (enquête sur l'activité économique de la population).

2- Indépendamment de cette enquête, il existe des données sur les chômeurs indemnisés ou les demandeurs d'emploi, émanant des institutions qui gèrent l'indemnisation ou le service public de l'emploi. Ces données sont mensuelles et jouent un rôle de premier plan dans le débat social lors de leur publication en Espagne, en Pologne. Elles existent aussi au Canada (mais sont publiées par l'institut de statistique), en Suède (nombre de chômeurs enregistrés), au Royaume Uni (chômeurs indemnisés=claimant count). En Italie, le service public de l'emploi est décentralisé et les données nationales remontent difficilement.

3- Dans plusieurs pays, il y a une autre source que l'enquête Emploi qui donne des informations sur l'emploi et les salaires (Establishment Survey aux Etats-Unis, enquête emploi, rémunérations et heures de travail au Canada, enquête établissements en Suède). ↔ Cf. le rôle des sources administratives en France (DADS notamment).

4- Dans les enquêtes de type enquête Emploi, les concepts du BIT sont partout utilisés. Certains pays ont modifié leur enquête récemment pour mieux se conformer à ces concepts (Italie, Espagne, Suède).

5- Concernant les indicateurs alternatifs de chômage, et les indicateurs d'emploi inadéquat ou de précarité, les Etats-Unis disposent d'indicateurs alternatifs publiés mensuellement par le BLS [nous les avons déjà évoqués], et recueillent (pas tous les ans) des données sur les travailleurs sans contrats (contingent workers). Il y a aussi dans ce pays une littérature académique sur le sujet. L'Espagne publie des données sur le sous-emploi, l'Italie souhaiterait développer des indicateurs de précarité allant au delà de l'aspect juridique (type de contrat), le Canada cite à propos de l'emploi inadéquat le groupe de travail (auquel il participe) qui réfléchit à des indicateurs d'emploi décent (dans le cadre de la commission des Nations Unies pour l'Europe, UNECE).

6- Le débat public sur le chômage est important en Suède, il porte plutôt sur la population et l'immigration au Royaume-Uni, sur l'émigration en Pologne, sur la précarité de l'emploi en Italie. En Espagne, le débat public est faible, mais se nourrit surtout des données administratives mensuelles.